

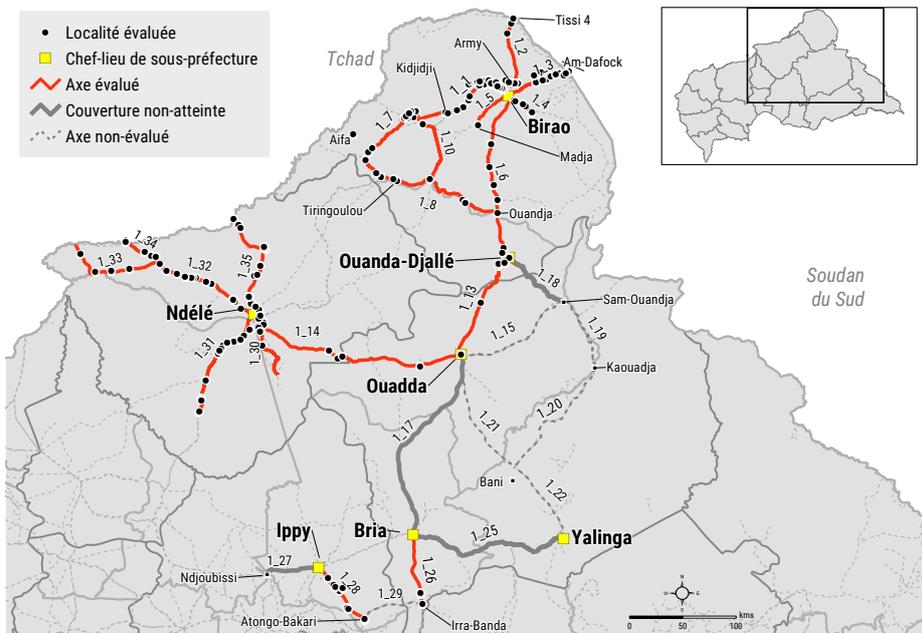
Suivi de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès

Novembre 2022
République centrafricaine | Nord-est

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Axes évalués au cours de la collecte de données :

- Localité évaluée
- Chef-lieu de sous-préfecture
- Axe évalué
- Couverture non-atteinte
- Axe non-évalué



Comment lire ce document ?

Ce document présente une analyse des principales données quantitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 18 axes dans la macro-zone Nord-est durant le mois de novembre 2022. Les résultats sont présentés en termes des pourcentages des localités évaluées et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. La période de rappel pour les résultats est 30 jours avant la collecte, sauf indication contraire.

Couverture

Nombre total d'entretiens :	577
Localités évaluées :	137
Axes évalués :	25
Axes avec seuils min. atteints ¹ :	18

Type d'IC

Résidents dans la localité :	67,9%
Visiteurs récents dans la localité :	22,3%
Contact indirect avec la localité :	9,8%

DONNÉES CLÉS

(en % de localités évaluées, rapportée par les informateurs clés)

- 63% où la présence de personnes déplacées internes (PDI) a été rapportée
- 24% où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire
- 48% où la majorité d'enfants a accès à une école fonctionnelle
- 32% où la majorité des PDI habite dans des abris inadéquats
- 84% où des enfants de moins de 5 ans présentent des symptômes de malnutrition
- 36% où la majorité des ménages a un revenu mensuel inférieur à 10 000 XAF
- 44% où la majorité de la population utilise une source d'eau non-protégée et / ou non-améliorée comme source principale d'eau potable
- 20% où une assistance humanitaire a été reçue au cours des 12 derniers mois

CONTEXTE

Depuis le coup d'état en 2013,² la République centrafricaine a été confrontée aux crises variées, notamment les cycles d'insécurité et des aléas naturels, spécifiquement les inondations et la sécheresse. Ces cycles ont réduit l'accès de la population aux services de base, entraînant un besoin pour l'assistance humanitaire. Cependant, ces cycles ont aussi créé des zones difficiles d'accès où la capacité des humanitaires d'apporter cette assistance est limitée. Dans ce contexte, REACH mène un suivi régulier de ces zones pour comprendre les besoins multisectoriels.

Étant donné l'accès limité aux services de base, la population dépend de l'aide humanitaire. Cependant, la capacité des humanitaires d'apporter une aide est limitée par les inondations et l'insécurité. Spécifiquement, il y a eu des fortes inondations dans les préfectures de Vakaga et Haute Kotto, qui ont créé une nouvelle vague des déplacements.³ À cause de ces inondations, les routes ont devenu impraticables, limitant le transport de l'assistance humanitaire.⁴ De plus, l'insécurité complexifie davantage les opérations humanitaires dans cette région.⁵

ASSESSMENT OVERVIEW

Le but de cette évaluation est de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées sur les besoins multisectoriels dans des zones i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.⁶

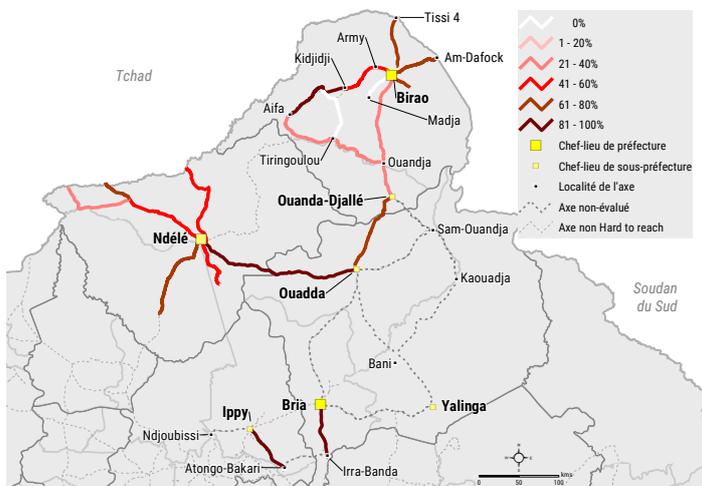
MÉTHODOLOGIE :

La méthodologie utilisée pour la collection des données est zone de connaissance. Elle consiste des entretiens avec des informateurs clés, comme les récemment déplacés et les humanitaires, qui ont une connaissance profonde et récente sur les localités renseignées. Pour plus d'information, merci de voir [la méthodologie sur page 7](#).

DYNAMIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Les résultats indiquent que les déplacés vivent dans la plupart des localités (63%) dans le nord-est du pays. L'insécurité est rapportée comme étant un des principaux facteurs qui cause le déplacement des PDI. La présence de retournés et de rapatriés ont été rapportée dans la majorité de localités évaluées (77%). Dans la plupart de ces localités (72%), il a été rapporté qu'ils n'ont pas pu retrouver leur habitation d'origine plutôt à cause de la destruction de leurs abris, empêchant leur capacité de se rétablir dans la zone.

Présence rapportée de PDI : (en % de localités évaluées)



Parmi les **87** localités sur les axes évalués où la présence des PDI a été rapportée, la durée moyenne de déplacement des PDI hors de leur localité d'origine a été rapportée d'être **plus d'un an** pour **18%** des localités évaluées et comprise **entre 1 et 3 mois** pour **17%**.

Dans **18%** des localités où la coexistence d'une population hôte et d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée (**117** localités), cette population déplacée représentait **plus de la moitié de la population totale**, par rapport à la population hôte.

Occurrence d'un choc rapporté comme ayant entraîné un large déplacement de population :



(en % de localités évaluées)

Pour les **37** localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient **les catastrophes naturelles (24%)** et **des rumeurs (d'attaques, d'insécurité, d'arrivée de groupes armés, etc.) (20%)**.

Raison principale du déplacement des PDI : (en % de localités évaluées ; 87 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)



Présence rapportée de personnes retournées et / ou rapatriées : (en % de localités évaluées)



Dans le **72%** de localités où les retournés et / ou rapatriés n'ont pas pu retrouver leur habitation d'origine, la raison principale rapportée était la **destruction de ces habitations (79%** de localités évaluées).

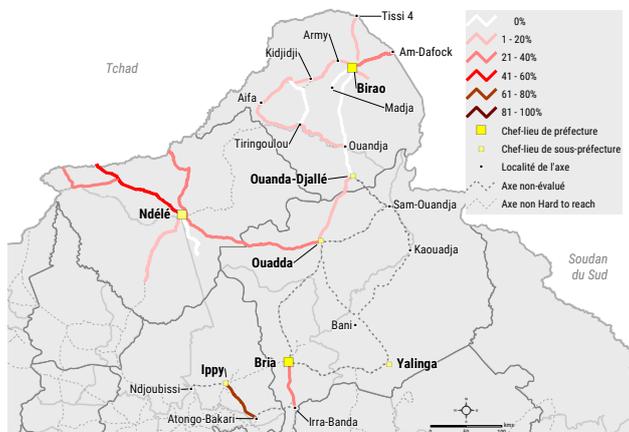
Raison principale de retour de la population retournée et / ou rapatriée : (en % de localités évaluées ; 106 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)



PROTECTION

D'après les informateurs clés, le nord-est a subi des incidents sécuritaires, comme des incidents qui ont causé la mort ou les dommages aux maisons. Cependant, la relation entre la population hôte et la population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) semble être bonne. Cela suggère que les facteurs qui causent l'insécurité sont plutôt externes à la communauté, par exemple la présence des groupes armés.⁸

% de localités évaluées où au moins un habitant aurait subi un incident sécuritaire : (selon les IC)

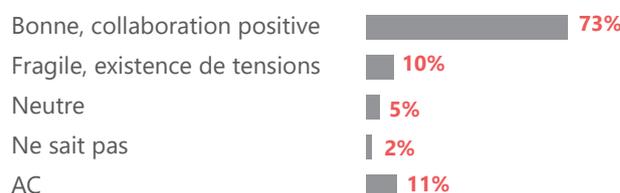


Type de risque le plus fréquemment rapporté : (en % de localités évaluées)

	Risque le plus rapporté	
Hommes	Incident lié à la transhumance	15%
Femmes	Absence de soins	49%
Garçons	Violences domestiques	28%
Filles	Mariage forcé	42%

Dans **37%** de localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité.

Relation entre la communauté locale et la communauté déplacée (PDI, retournés, rapatriés)⁹ : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



Cas rapportés d'incidents impliquant la mort des civils et les dommages aux habitations : (en % de localités évaluées)

Incidents impliquant la mort des civils



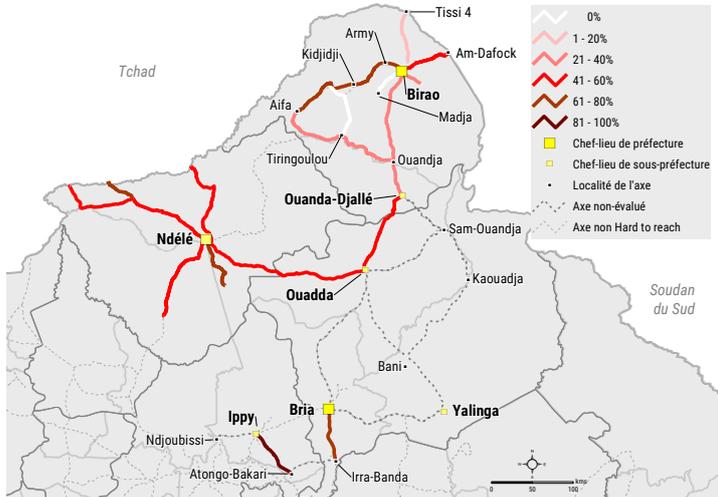
Incidents causant dommages aux maisons (pillages, incendies etc.)



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La plupart des ménages dépendent sur l'agriculture pour leur subsistance.¹⁰ Donc, les difficultés pour pratiquer l'agriculture, comme le manque de semences et de moyens financiers, réduisent leur capacité pour se nourrir. De plus, des chocs impactant significativement les revenus rapportés dans la majorité des localités (67%), par exemple la hausse des prix des denrées alimentaires, empêchent ces ménages de supplémenter leur production, les exposant à un risque d'insécurité alimentaire.

% de localités évaluées où plus de la moitié de la population aurait un accès insuffisant à la nourriture : (selon les IC)

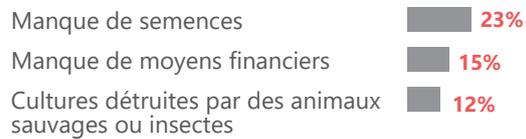


Occurrence d'un choc rapporté comme ayant impacté significativement le revenu de la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



Pour les localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient **la hausse des prix des denrées alimentaires (16%), les inondations (13%) et les cultures détruites par du bétail ou des animaux sauvages (12%).**

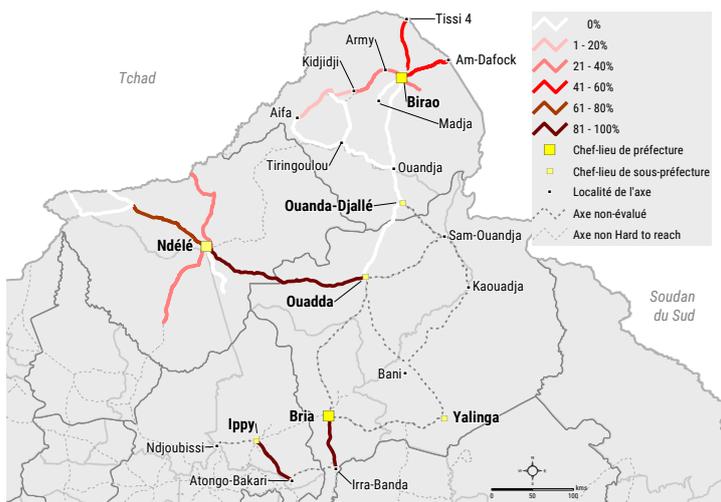
Principales difficultés pour pratiquer l'agriculture pour la majorité de la population : (selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)



MOYENS DE SUBSISTANCE

La capacité des ménages de couvrir leurs besoins essentiels est réduite par : (1) l'absence rapportée d'un marché fonctionnel pour la majorité de la population en presque la moitié des localités (47%) et (2) les difficultés mentionnées ci-dessus pour pratiquer l'agriculture, qui est leur source principale de revenus, selon les informateurs clés. En outre, les informateurs clés ont constaté que dans certains ménages, les enfants participent dans les activités génératrices de revenu dans une majorité de localités évaluées (90%), signalant que ces ménages sont en situation de crise.

% de localités évaluées où le revenu moyen estimé de la majorité des ménages serait inférieur à 10 000 XAF¹¹ : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



Des difficultés d'ordre logistique et / ou sécuritaire pour accéder au marché fonctionnel le plus proche ont été rapportées dans **40%** des cas.

Principales sources de revenu des ménages : (selon les IC ; en % de localités évaluées)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Agriculture / maraîchage	95%	2%	2%
Pêche / chasse / cueillette	2%	50%	18%
Petit commerce	0%	6%	27%
Elevage	1%	17%	11%
Aucun consensus	2%	18%	16%

Parmi les **79%** de localités évaluées dans lesquelles il a été rapporté que des habitants possédaient du **bétail**, il s'agissait de **petit bétail** (caprins, porcins, volailles etc.) dans **82%** de cas.

Proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



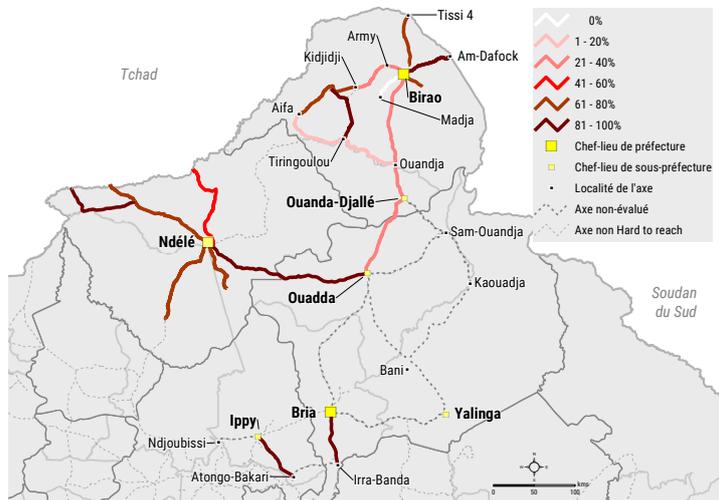
Accès à un marché fonctionnel pour la majorité de la population : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



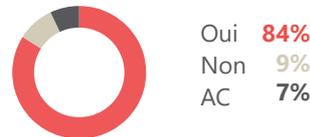
NUTRITION

Les résultats suggèrent que la population dans la plupart des localités dans le nord-est sont à risque de malnutrition. D'après les informateurs clés, les enfants de moins de 5 ans présentent ces symptômes dans la majorité de localités évaluées (84%) et les gens plus de 5 ans présentent des symptômes dans plus de la moitié des localités évaluées sur la plupart des axes évalués (14 sur 19). Le manque de centres de nutrition fonctionnels rapporté dans presque la moitié des localités (46%) ne permet pas à la population de soigner leurs symptômes de malnutrition. D'ailleurs, les chocs aux sources de revenus et le manque de marché accessible déjà mentionné contribuent à renforcer la malnutrition.

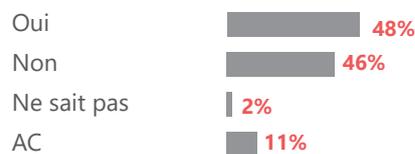
% de localités où au moins une personne de plus de 5 ans présenterait des symptômes de malnutrition¹² : (selon les IC)



Présence rapportée d'au moins un enfant de moins de 5 ans présentant des symptômes de malnutrition¹² : (en % de localités évaluées)



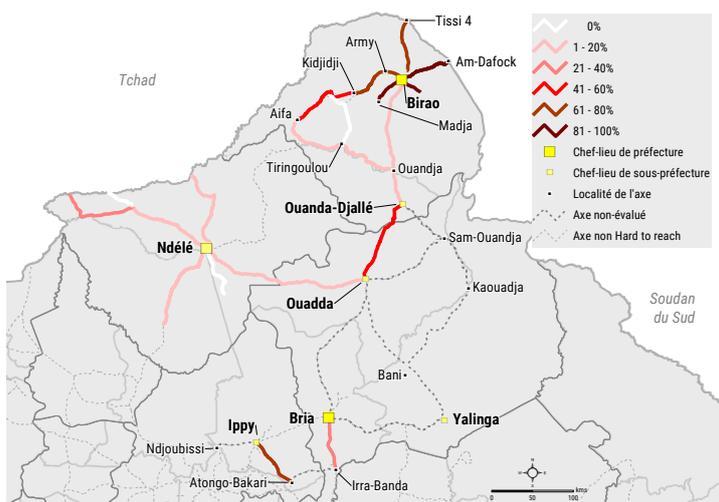
Accès rapporté à des services de nutrition fonctionnels pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



SANTÉ

Il paraît que la population du nord-est a du mal à se soigner à cause de la faible disponibilité des installations sanitaires et les barrières d'y accéder, notamment : la distance aux services sanitaires, la distance ainsi que le manque de médicaments, de personnel qualifié et de moyens de transport.

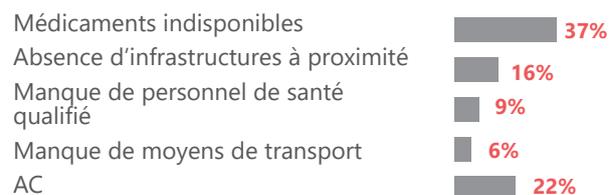
% de localités où la distance aux services de santé serait plus d'une heure pour la majorité de la population : (selon les IC)



Principaux problèmes de santé rapportés : (en % de localités évaluées)

	Enfants < 5 ans	Plus de 5 ans
Diarrhée	32%	21%
Paludisme / fièvre	28%	47%
Infection respiratoire / toux	11%	5%
Malnutrition	7%	Réponse non-proposée
Aucun consensus	21%	20%

Principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées ; les 5 réponses les plus fréquentes)



Pour 36% des localités évaluées, le type de structure sanitaire dans laquelle la majorité de la population est allée se faire soigner était un « centre de santé » et dans 27% des cas un « hôpital ».

Présence d'un centre de santé à moins d'une heure de marche ou de transport le plus commun : (en % de localités évaluées)



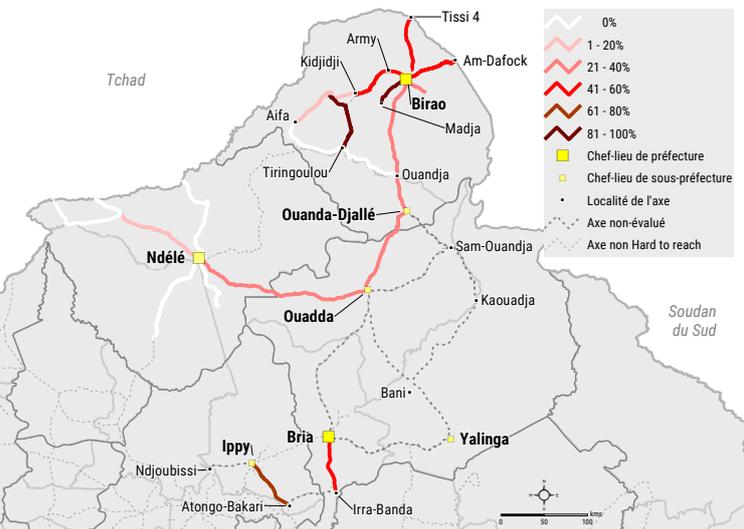


Les abris les plus rapportés pour la population déplacée (PDI, retournés et rapatriés) sont les habitats à long terme en paille ou des abris inadéquats, comme les abris d'urgence en bâche ou en paille. D'après les informateurs clés, la population déplacée vive dans les abris inadéquats dans 32% de localités évaluées. Par conséquent, la population déplacée pourrait bénéficier de plus de support en termes de construction des abris.

% de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, retournés, rapatriés)⁹ vivrait dans des abris inadéquats bâtiments collectifs, abris d'urgence, tentes, sans abris) : (selon les IC)

Type d'abris habité par la majorité des groupes de population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 5 réponses les plus fréquentes)



	Population locale	Population déplacée ⁹
Habitat à long terme en paille	84%	49%
Abri d'urgence en paille	7%	26%
Abri d'urgence en bâche	2%	6%
Abri collectif	1%	0%
Aucun consensus	6%	18%

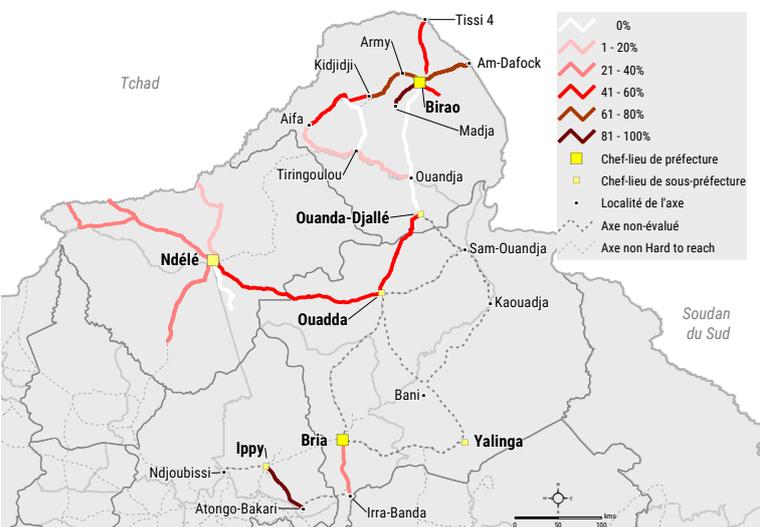
EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT (EHA)

Les résultats suggèrent qu'en général dans la zone, il y a un manque d'eau de bonne qualité et d'installations hygiéniques. Les principales barrières rapportées en termes de l'accès à l'eau sont la mauvaise qualité d'eau dans presque la moitié des localités évaluées (48%) et le manque de suffisamment de sources d'eau dans 31% de localités évaluées. La mauvaise qualité d'eau tant que la défécation à l'air libre rapportée dans casi la moitié de localités évaluées (45%), expose la population aux maladies d'origine hydrique, comme le choléra, augmentant potentiellement la pression sur les services de santé qui ne sont pas bien approvisionnés pour les soins. De plus, le manque de suffisamment de points d'eau rapporté suggère qu'il y a un problème de surpeuplement aux points d'eau. Donc, la construction des sources d'eau potable semblerait être une priorité pour la population dans cette zone.

% de localités évaluées où la source principale d'eau potable de la majorité de la population serait une source non protégée et/ou non améliorée¹³ : (selon les IC)

Principales difficultés rapportées pour accéder aux ressources d'eau pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)



Mauvaise qualité de l'eau	48%
Sources insuffisantes et / ou attente trop longue	31%
AC	12%

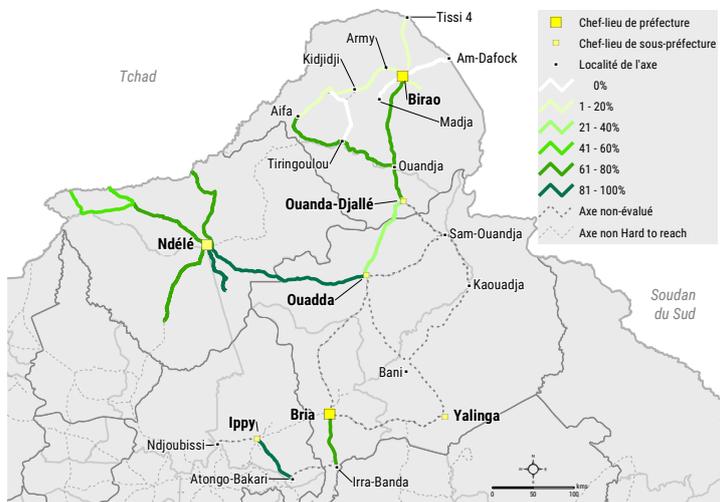
Pratique rapportée de la défécation à l'air libre par la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



ÉDUCATION

La présence d'une école fonctionnelle a été rapportée sur la plupart des axes évalués. Il semble que les garçons fréquentent l'école à un taux un peu plus élevé que les filles. Dans 64% de localités évaluées, plus de la moitié des garçons fréquentent l'école et plus de la moitié des filles fréquentent l'école dans 38% de localités évaluées, selon les informateurs clés. Malgré cela, les résultats indiquent que les garçons et les filles se confrontent aux barrières similaires pour accéder à une éducation. Pour les deux, les barrières les plus rapportées sont la fermeture des écoles tant que le manque des personnels qualifiés, du mobilier scolaire et des infrastructures, empirant la qualité d'éducation reçue.

% de localités évaluées où la majorité de la population a accès à des services d'éducation fonctionnels : (selon les IC)



Fréquentation régulière (au moins 4 jours par semaine) d'une école formelle¹⁴ par les enfants entre les âges de 5 à 12 ans : (% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 66 localités concernées)

	Garçons	Filles
Aucun	1%	1%
Très peu (< 25%)	0%	0%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	13%	29%
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	28%	21%
Une large majorité (> 75%)	30%	17%
Totalité	6%	1%
AC / Ne sait pas	22%	31%

Principale difficulté rapportée pour les enfants d'accéder à une éducation formelle¹⁴ et régulière :

(% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 66 localités concernées ; les 4 réponses les plus fréquentes)

	Garçons	Filles
Ecole fermée	27%	8%
Manque de personnel et enseignants qualifiés	15%	23%
Manque de mobilier scolaire et d'infrastructures	10%	9%
AC	20%	36%

REDEVABILITÉ, COMMUNICATION

D'après l'information donnée par les informateurs clés, la plupart des localités évaluées n'ont pas reçu une aide humanitaire dans les 12 derniers mois avant la collecte, à cause des inondations et de l'insécurité dans la région.¹⁵ L'accès humanitaire limité ne permet pas aux humanitaires d'aider la population à accéder les services de base comme la nourriture, l'eau et la santé. D'ailleurs la couverture radiophonique et téléphonique semble être limitée, aussi réduisant potentiellement l'accès humanitaire dans cette région pour coordonner la livraison de l'aide.

Assistance humanitaire reçue et rapportée au cours des 12 derniers mois : (en % de localités évaluées ; au cours des 12 mois précédant la collecte de données)

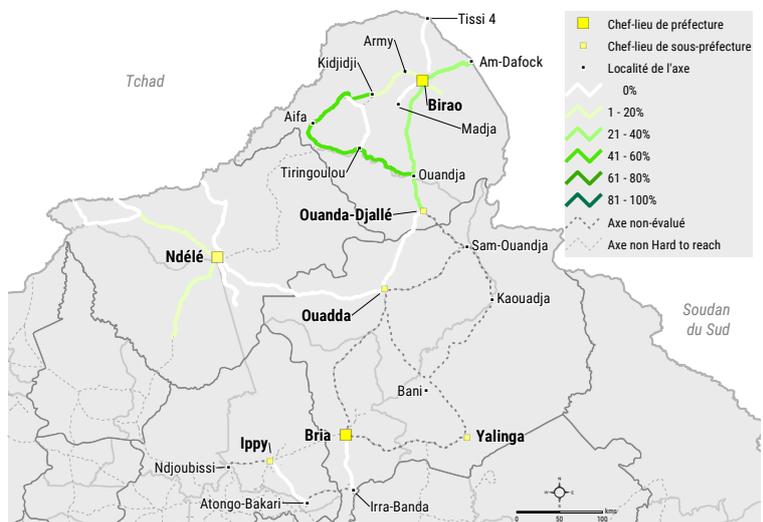


Parmi les 28 localités où une aide humanitaire a été rapportée au cours des 12 derniers mois, cette aide a été rapportée comme insuffisante en termes de quantité pour 38% de ces localités et insuffisante en termes de qualité et de quantité pour 32% de ces localités.

Accès rapporté à une radio et / ou à des émissions radiophoniques pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



Couverture (en continu ou par intermittence) par un réseau téléphonique : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée (Zone de connaissance / Area of Knowledge) a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des zones i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques du déplacement des populations, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données ont été collectées directement par les équipes REACH à travers d'entretiens, sur la base d'un questionnaire multisectoriel, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées.¹⁶

Lors de l'analyse des données, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées, puis analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes de ce document. Ces données sont rapportées par axe sur toutes les cartes, tandis que leur moyen arithmétique à l'échelle de la macro-zone est représenté dans les différents tableaux et graphiques.

L'agrégation par localité de plusieurs données a été réalisée selon des critères de pondération préétablis.¹⁷ Des seuils minimaux (en pourcentage) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis, sur la base du nombre total de localités connues situées le long de l'axe.¹⁸ Les axes pour lesquels les seuils minimaux préétablis n'ont pas été atteints n'ont pas été intégrés dans l'analyse et sont indiqués sur les cartes comme "couverture non-atteinte".

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Code axe	Nom de l'axe ¹⁹	# localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte ? ¹⁸
1_1	Birao - Kidjidji	45	30	67%	Oui
1_2	Army - Tissy 4	12	6	50%	Oui
1_3	Birao - Gnalida (Am-Dafock)	15	13	87%	Oui
1_4	Birao - Belakoutou	5	5	100%	Oui
1_5	Birao - Madja	1	1	100%	Oui
1_6	Birao - Ouanda-Djalle	9	9	100%	Oui
1_7	Kidjidji - Aifa	21	11	52%	Oui
1_8	Aifa - Ouandja	12	10	83%	Oui
1_10	Oulou - Tiringoulou	1	1	100%	Oui
1_13	Ouadda - Ouanda-Djalle	7	5	71%	Oui
1_14	Ouadda - Ndele	11	8	73%	Oui
1_15	Ouadda - Sam-Ouandja	1	0	0%	Non
1_17	Ouadda - Bria	20	2	10%	Non
1_18	Sam-Ouandja - Ouanda-Djalle	8	1	13%	Non
1_19	Sam-Ouandja - Kaouadja	5	0	0%	Non
1_20	Bani - Kaouadja	6	0	0%	Non
1_21	Bani - Ouadda	3	0	0%	Non
1_22	Bani - Yalinga	6	0	0%	Non
1_25	Yalinga - Bria	57	3	5%	Non
1_26	Bria - Ira-Banda	28	4	14%	Oui
1_27	Ippy - Ndjoubissi	28	1	4%	Non
1_28	Ippy - Atongo-Bakari	43	11	26%	Oui
1_29	Atongo-Bakari - Ira-Banda	8	0	0%	Non
1_30	Ndélé - Mballa	6	4	67%	Oui
1_31	Ndélé - Bamingui	17	15	88%	Oui
1_32	Ndélé - Mayan Bok	16	15	94%	Oui
1_33	Mayan Bok - Golongosso	6	4	67%	Oui
1_34	Mayan Bok - Sangha Aouk S.	4	4	100%	Oui
1_35	Ndélé - Ngarba-Bord	21	15	71%	Oui

À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

NOTES DE FIN

1. Les seuils de couverture a été prédéfinis de la manière suivante : De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
2. [International Crisis Group, Réduire les tensions électorales en République centrafricaine \(10 décembre 2020\).](#)
3. [OCHA, République centrafricaine : Rapport de situation \(18 novembre 2022\), pp. 9-11, 13.](#)
4. Ibid. at 13.
5. Ibid.
6. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails de la méthodologie et des axes et des macro-zones ciblés par le projet.
7. Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.
8. OCHA, République centrafricaine : Rapport de situation (18 novembre 2022), p. 13.
9. Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée.
10. [OCHA, Aperçu des besoins humanitaires \(HNO\) - République centrafricaine, p. 4 \(2022\).](#)
11. 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023).
12. Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics édicax, et doivent donc être interprétés avec précaution.
13. Source non-protégée et / ou non-améliorée : eaux de surface (eau de rivière, de pluie, de lac, etc.), source d'eau non-aménagée et puits non-protégé (Source : [Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance \(UNICEF\) de surveillance de l'approvisionnement en EHA \(JMP\)](#)).
14. « L'enseignement formel est un enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié au travers d'organismes publics et d'entités privées reconnues qui ensemble constituent le système éducatif formel d'un pays. Les programmes d'enseignement formel sont donc reconnus en tant que tels par les autorités nationales compétentes pour l'éducation ou des autorités équivalentes, c'est-à-dire toute autre institution en coopération avec les autorités nationales ou infranationales compétentes pour l'éducation. » ([Source : Institut de statistique de l'UNESCO, Classification internationale type de l'éducation, CITE, 2011](#)).
15. OCHA, République centrafricaine : Rapport de situation (18 novembre 2022), p. 9-11, 13.
16. Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants / voyageurs / conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible / joignable par téléphone ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.
17. Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus" ou "AC".
18. Nombre total de localités sur les axes selon la base de données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur Humanitarian Data Exchange (HDX) et la vérification in situ des chargés de terrain REACH. De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
19. Les localités indiquées en rouge ne sont pas intégrées et analysées sur l'axe concerné, ces localités n'étant pas considérées comme difficiles d'accès ou étant prises en compte dans l'analyse d'un autre axe. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails des axes et des macro-zones ciblés par le projet.